



HAL
open science

La mobilisation électorale : l'envers de 2002 et un sursaut généralisé

Anne Muxel

► **To cite this version:**

Anne Muxel. La mobilisation électorale : l'envers de 2002 et un sursaut généralisé. *Revue Française de Science Politique*, 2007, 57 (3-4), pp.315-328. 10.3917/rfsp.573.0315 . hal-01045229v1

HAL Id: hal-01045229

<https://sciencespo.hal.science/hal-01045229v1>

Submitted on 24 Jul 2014 (v1), last revised 4 May 2018 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA MOBILISATION ÉLECTORALE

L'envers de 2002 et un sursaut généralisé

Anne Muxel

Presses de Sciences Po | *Revue française de science politique*

2007/3 - Vol. 57
pages 315 à 328

ISSN 0035-2950

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2007-3-page-315.htm>

Pour citer cet article :

Muxel Anne, « La mobilisation électorale » L'envers de 2002 et un sursaut généralisé,
Revue française de science politique, 2007/3 Vol. 57, p. 315-328. DOI : 10.3917/rfsp.573.0315

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA MOBILISATION ÉLECTORALE

L'envers de 2002 et un sursaut généralisé

ANNE MUXEL

Depuis une bonne vingtaine d'années, la montée régulière de l'abstention, quels que soient les types de scrutin, ainsi que la diffusion d'un vote protestataire favorisant les partis hors système et extrémistes au détriment des grands partis de gouvernement, rappelaient à chaque élection le divorce d'un grand nombre de Français avec la politique. Le contraste entre les premiers tours de l'élection présidentielle de 2002 et de 2007 est saisissant et, à défaut d'entériner l'imprévisibilité d'un tempérament marqué par la passion politique, il faut y voir l'expression d'une forme particulière d'alternance, passant de la protestation à la légitimation du système politique, l'une comme l'autre signant une demande de politique.

Le séisme électoral du 21 avril 2002 avait marqué le point d'orgue du profond malaise politique et social ressenti par les électeurs. Plus d'un électeur sur deux (53 %) avait alors choisi un petit candidat et l'abstention atteignait un record pour une élection présidentielle (28,4 %). Cinq ans après, cette présidentielle 2007 donne à voir un tout autre visage de la France électorale. Cette fois, c'est une large majorité qui choisit dès le premier tour l'un des deux grands candidats (57 %) et la mobilisation électorale est forte, 83,7 %, retrouvant un taux inégalé depuis longtemps. Il faut en effet remonter au premier tour de l'élection présidentielle de 1974 pour trouver un taux d'abstention équivalent, 15,7 %, soit 0,5 % de moins que cette fois-ci (16,2 %). Si l'on rajoute à l'abstention la part des votes blancs et nuls (1,2 %), le retrait de la décision électorale du premier tour a concerné 7 749 664 millions d'électeurs (17,4 %). Le second tour voit la mobilisation électorale des Français confirmée (84 %).

Cette inversion de tendance indique la fin d'un cycle politique associé au mitterrandisme et au chiraquisme, marqué par une crise de la représentation politique, et au cours duquel le lit d'un abstentionnisme à la fois sociologique et politique s'était peu à peu creusé. Lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2002, parmi les électeurs déclarant s'intéresser peu ou pas du tout à la politique, le choix abstentionniste avait progressé de 10 points par rapport à 1995 (35 % contre 25 %). Mais le retrait électoral avait aussi gagné du terrain parmi des électeurs témoignant pourtant d'une proximité envers un parti politique : plus d'un abstentionniste sur trois reconnaissent se sentir proches d'un parti politique (36 %, contre 25 % seulement en 1995)¹. Ainsi voyait-on se conjuguer un abstentionnisme d'indifférence, hors du jeu politique, parmi ceux qui se sentent mal intégrés et marginalisés dans la société, et un abstentionnisme de contestation, dans le jeu politique, parmi ceux qui s'y sentent pourtant intégrés, mais qui font entendre leur désapprobation ou leur insatisfaction par rapport à l'offre électorale proposée².

1. PEF (2002), Cevipof-FNSP-CIDSP-CECOP-Ministère de l'Intérieur, « Enquête électorale présidentielle 2002 ».

2. Se reporter à Anne Muxel, « La poussée des abstentions : protestation, malaise, sanction », dans Pascal Perrineau, Colette Ysmal (dir), *Le vote de tous les refus. Les élections présidentielle et législatives de 2002*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p. 125-160.

LA POLITISATION DE L'ÉLECTION

L'intérêt particulier des Français pour cette élection et leur forte volonté d'y participer avaient été mis en évidence par les quatre vagues d'enquête du Baromètre politique français. Déjà en décembre 2006, lors de la vague 3, 54 % des Français considéraient que la campagne telle qu'elle se déroulait leur donnait envie d'aller voter. À quatre mois du scrutin, 76 % des Français répondaient encore qu'ils étaient décidés à participer au scrutin, 20 % se disant incertains et 4 % déclarant être certains de s'abstenir. Le choix de l'abstention concernait surtout des électeurs irréguliers, voire déjà abstentionnistes, tandis que la décision de voter apparaissait presque unanime parmi les électeurs systématiques et réguliers. Les intentions de voter ou de s'abstenir au scrutin 2007 sont donc assez largement ancrées dans des dispositions structurelles et dans les habitudes qui façonnent le rapport de l'électeur au vote (et donc au non-vote) : 57 % des abstentionnistes décidés n'ont participé qu'à quelques-unes, voire à aucune élection depuis qu'ils sont en âge de voter ; 60 % des votants décidés ont participé à toutes les élections et 30 % à presque toutes.

C'est en fonction de la mobilisation de ces 20 % d'électeurs encore indécis dans les semaines ayant précédé l'élection que s'est fixé le niveau final de la participation. On comptait parmi eux davantage de femmes que d'hommes (55 % contre 45 %), un nombre plus important de jeunes que parmi les votants et les abstentionnistes décidés (25 % de 18-30 ans, contre 20 % parmi les premiers et 17 % parmi les seconds), enfin davantage d'électeurs pas ou faiblement diplômés que parmi les votants décidés, mais moins que parmi les abstentionnistes (74 %, contre respectivement 67 % et 82 %). Ils se montraient plus défiants et plus sceptiques que les votants décidés (+ 10 points en ce qui concerne leur absence de confiance dans la gauche ou dans la droite pour gouverner, + 7 points en ce qui concerne leur doute sur le fait que l'élection présidentielle puisse améliorer des choses en France), mais nettement moins que les Français résolus à rester en dehors de la décision électorale.

C'est au cours de la campagne électorale que l'élan de mobilisation a été peu à peu confirmé. Et nombre de ces indécis ont finalement joué le jeu de l'élection.

Dans les premiers jours d'avril, lors de la vague 4 du Baromètre politique français, 51 % des enquêtés suivent la campagne électorale tous les jours ou presque, 95 % disent avoir l'intention d'aller voter au premier tour et 96 % au second tour. Toutes les conditions d'une solide mobilisation électorale semblaient réunies. L'intérêt pour l'élection atteint un record inégalé entre les deux tours : neuf Français sur dix (89 %), selon le Baromètre de TNS Sofres.

Il faut voir dans cette mobilisation la conjugaison de plusieurs éléments.

Tout d'abord, les principaux candidats ont réussi à confirmer une image renouvelée de la compétition comme de la fonction présidentielle. Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal et François Bayrou ont chacun à leur manière défendu une posture de rupture, d'autonomie et d'implication personnelle. L'intérêt exprimé par les Français tout au long d'une campagne électorale pourtant longue est en partie lié à l'attention favorable qu'ils ont portée à ces nouvelles figures politiques.

La mémoire du 21 avril 2002 a sans doute aussi compté. La réduction drastique de la tentation abstentionniste dès le premier tour (- 12,2 points) doit au souvenir des conséquences d'un défaut de participation cinq ans auparavant. La leçon des risques encourus par la dispersion des voix, notamment à gauche, a aussi été entendue. Les

faibles scores des candidats de la gauche non socialiste, à l'exception des suffrages collectés par Olivier Besancenot, qui maintient son score par rapport à 2002 (4,3 % contre 4,2 %), s'expliquent aussi par un vote utile qui s'est reporté sur Ségolène Royal.

Enfin, les trois candidats arrivés en tête, chacun à leur manière, ont su récupérer une partie de la protestation et du mécontentement politique, s'étant largement exprimé au travers d'un abstentionnisme sanctionnant les partis de gouvernement et les principaux responsables de l'exécutif. Nicolas Sarkozy a réussi le pari de ramener dans le giron républicain une partie des électeurs du Front national. Ségolène Royal a convaincu des électeurs qui avaient fait défaut à Lionel Jospin en 2002 et connaît un score de 10 points supérieur à ce dernier. Enfin, François Bayrou a su aussi attirer à lui les mécontents du système politique et un certain nombre de ceux qui faisaient le pari d'un renouveau.

LA MOBILISATION ÉLECTORALE DE 2002 À 2007 : UN MOUVEMENT TOUS AZIMUTS

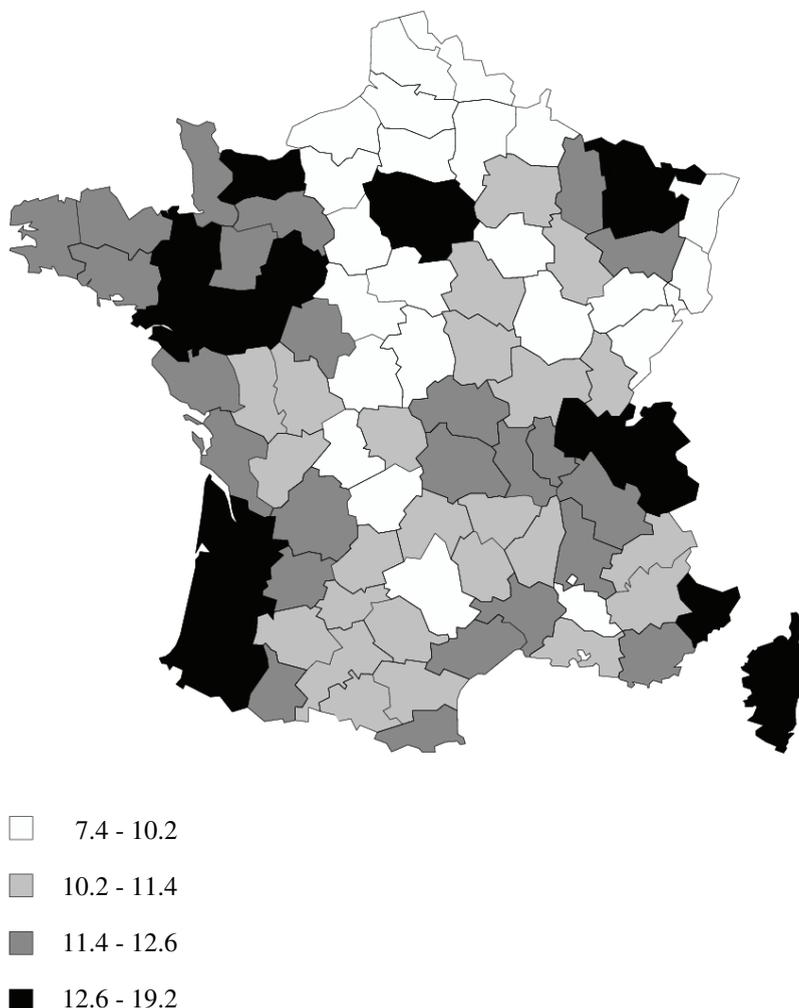
UNE FRANCE LARGEMENT MOBILISÉE PAR RAPPORT À 2002

La participation progresse dès le premier tour dans toutes les régions. Toutefois, certains territoires connaissent une réduction de l'abstention par rapport à 2002 nettement plus significative que d'autres, et tout particulièrement sur les façades Ouest et Est, où certains départements enregistrent un différentiel de participation supérieur à la moyenne. C'est le cas de la Gironde, des Landes, des Pyrénées-Atlantiques au Sud-Ouest, de l'Ille-et-Vilaine, de la Sarthe, du Maine-et-Loire dans l'Ouest intérieur, ou encore de la Loire-Atlantique, où l'abstention régresse dans une fourchette allant de 12,6 à 19,2 points. À l'Est, la poussée de la participation est également forte en Moselle, dans l'Ain, dans le Rhône, en Savoie et en Haute-Savoie, ainsi que dans les Alpes-Maritimes et en Corse.

La mobilisation électorale concerne des terres de culture politique différente. Elle est sensible aussi bien dans des régions telles que le Sud-Ouest et l'Aquitaine, marquées par une allégeance traditionnelle à la gauche, que dans les régions de l'Ouest intérieur plus ancrées à droite.

Elle touche aussi des territoires sociologiquement différents. La poussée est forte dans des régions disposant d'un fort potentiel de cadres, telles que la région Rhône-Alpes, ou Paris et la couronne parisienne, mais elle est aussi particulièrement visible dans des régions plus populaires, telles que la Moselle ou la Seine-Saint-Denis.

Carte. L'évolution de l'abstention au premier tour entre 2002 et 2007



La mobilisation électorale s'est donc étendue à la France dans son entier.

UNE RÉDUCTION DE L'ABSTENTION QUI TOUCHE TOUS LES SEGMENTS DE LA SOCIÉTÉ

La mobilisation électorale au premier tour concerne toute la population et l'augmentation de la participation par rapport à 2002 touche l'ensemble du tissu social. Toutefois, des écarts significatifs révèlent une poussée différentielle selon certaines catégories.

Tableau 1. Évolution de la sociologie des abstentionnistes entre 2002 et 2007

	<i>Abstentionnistes 1^{er} tour 2002</i>	<i>Abstentionnistes 1^{er} tour 2007</i>	<i>Écart 2007/2002</i>
<i>Sexe</i>			
Hommes	28	18	- 10
Femmes	31	16	- 15
<i>Âge</i>			
18-24 ans	34	20	- 14
25-34 ans	34	22	- 12
35-49 ans	29	18	- 11
50-64 ans	26	12	- 14
65 ans et plus	29	12	- 17
<i>Profession</i>			
Agriculteurs	31	12	- 19
Artisans, commerçants	31	19	- 12
Professions libérales, cadres sup.	30	10	- 20
Professions intermédiaires	30	11	- 19
Employés	33	19	- 14
Ouvriers	28	20	- 8
<i>Statut</i>			
Salariés du privé	29	18	- 11
Salariés du public	29	13	- 16
Indépendants	32	13	- 19
Chômeurs	30	25	- 5
Étudiants	28	12	- 16
<i>Diplôme</i>			
Sans diplôme, certificat d'études	33	19	- 14
BEPC CAP BEP	31	18	- 13
Baccalauréat	28	14	- 14
Bac +2	27	16	- 11
Enseignement supérieur	27	9	- 18
ENSEMBLE	28,4 %	16,2 %	- 12,2

Sources : PEF (2002), Cevipof-FNSP-CIDSP-CECOP-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2002 » ; PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

La réduction de l'abstention a concerné davantage encore les femmes que les hommes, mais aussi l'électorat âgé. Si les jeunes apparaissent nettement moins abstentionnistes qu'en 2002, ils ne sont pas les plus participationnistes à ce tour d'élection. C'est parmi les 65 ans et plus que la remobilisation électorale est la plus sensible (- 17 points d'abstention par rapport à 2002).

Le sursaut de participation électorale a concerné toutes les catégories professionnelles, mais davantage encore les agriculteurs, les cadres supérieurs et les professions intermédiaires. En revanche, la mobilisation électorale des ouvriers par rapport à 2002 est sensible, mais nettement moins forte que dans les autres catégories (- 8 points d'abstention). Les salariés du public sont un peu plus nombreux que les salariés du privé à retrouver le chemin des urnes. Les chômeurs se distinguent par un niveau d'abstention toujours plus élevé et qui ne s'est que relativement peu réduit depuis 2002.

Dernier point notable, la forte réduction de l'abstention au sein des catégories les plus diplômées : - 18 points). Le déficit de votants au scrutin du 21 avril 2002 avait mis

en évidence la part d'un abstentionnisme politique et de protestation, émanant de segments de l'électorat relativement diplômés et politisés. En 2007, les diplômés de l'enseignement supérieur témoignent d'une participation très nettement supérieure au score pourtant déjà élevé enregistré dans l'ensemble de la population.

UNE RÉDUCTION DE L'ABSTENTION QUI CONCERNE
TOUTES LES SENSIBILITÉS POLITIQUES

Tableau 2. Évolution des caractéristiques politiques des abstentionnistes entre 2002 et 2007

	<i>Abstentionnistes 1^{er} tour 2002</i>	<i>Abstentionnistes 1^{er} tour 2007</i>	<i>Écart 2007/2002</i>
<i>Intérêt politique :</i>			
Beaucoup	18	8	- 10
Assez	23	11	- 12
Peu	34	21	- 13
Pas du tout	56	32	- 24
<i>Proximité partisane :</i>			
Extrême Gauche	33	18	- 15
Parti Communiste	25	12	- 13
Parti Socialiste	28	13	- 15
Les Verts	38	25	- 13
UDF	18	15	- 3
UMP (RPR)	26	11	- 15
FN, MNR	18	14	- 4
Aucun parti	65	27	- 38
<i>Positionnement politique :</i>			
Gauche	27	14	- 13
Droite	24	12	- 12
Ni gauche ni droite	38	24	- 14
ENSEMBLE	28,4 %	16,2 %	- 12,2

Sources : PEF (2002), Cevipof-FNSP-CIDSP-CECOP-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2002 » ; PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

La poussée de la participation a assez largement débordé le seul cadre d'un électorat politisé. Si l'on compte toujours plus d'abstentionnistes parmi les Français qui déclarent ne pas s'intéresser à la politique, l'élection de 2007, contrairement à celle de 2002, a mobilisé des électeurs déclarant pourtant ne pas s'intéresser du tout à la politique. La part des abstentionnistes en leur sein s'est réduite de - 24 points. Le premier tour de scrutin a aussi mobilisé en plus grand nombre des électeurs sans proximité partisane. La part des abstentionnistes ne se sentant proches d'aucun parti s'est réduite en cinq ans de - 38 points.

La participation progresse dans des proportions similaires au sein de l'électorat de gauche, de droite et ni de gauche ni de droite.

Toutes les familles politiques enregistrent une remobilisation de leur électorat potentiel. Même parmi les sympathisants des Verts, qui sont en 2002 comme en 2007 davantage concernés par l'abstention, la part des abstentionnistes se réduit dans une proportion équivalente à celle du reste de l'électorat. En 2002 comme en 2007, ce sont les électeurs proches de l'UDF et du FN qui sont les plus participationnistes.

LES ABSTENTIONNISTES DU 22 AVRIL 2007 :
LEURS CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES

LE RAPPEL D'UN ABSTENTIONNISME SOCIOLOGIQUE

La hausse de la participation est sensible dans toutes les catégories de la population. Toutefois, certains écarts révèlent des inflexions significatives dans l'élan électoral du 22 avril 2007.

Le premier concerne le différentiel de participation des plus jeunes électeurs. Certes, les 18-24 ans ont été nettement moins abstentionnistes à ce tour de scrutin qu'en 2002 (22 % contre 34 %, soit 12 points de moins), mais ils se sont moins mobilisés que leurs aînés (- 7 points). Cela mérite d'être noté au vu de ce qui était annoncé. On compte ainsi 19 % d'abstentionnistes parmi les étudiants. Le scrutin a davantage concerné les 25-34 ans, probablement plus marqués que les autres tranches d'âge par le souvenir du 21 avril 2002 et par les conséquences de l'abstention. Habituellement, cette tranche d'âge est plutôt plus abstentionniste et présente les traits d'un « moratoire électoral » caractéristique d'un décrochage politique propre à cette période de la vie ¹.

À l'autre bout de l'échelle des âges, les plus de 70 ans se sont aussi moins mobilisés.

Si l'on n'observe aucune différence entre les hommes et les femmes dans leur ensemble, en revanche, l'âge introduit des écarts significatifs : les jeunes hommes de moins de 35 ans se sont davantage abstenus, ainsi que les femmes de 60 ans et plus. Les femmes de moins de 35 ans ont été particulièrement mobilisées.

Autre écart significatif, celui qui confirme la persistance d'un abstentionnisme sociologique, lié aux conditions d'insertion sociale et au niveau de diplôme. Les chômeurs, mais aussi les non-diplômés sont plus nombreux à rester en dehors de la décision électorale (respectivement 28 %, soit 13 points de plus que la moyenne).

Si la hausse de la participation électorale concerne toutes les catégories socioprofessionnelles, elle reste plus élevée parmi les agriculteurs, mais aussi parmi les cadres supérieurs et les professions libérales. On remarquera une mobilisation électorale un peu en retrait au sein des catégories artisans et commerçants.

Enfin, c'est dans les agglomérations moyennes, de 20 000 à 100 000 habitants, que la participation électorale a été la moins importante.

1. Cf. Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

Tableau 3. La sociologie des abstentionnistes du 22 avril 2007.

	<i>Abstentionnistes 16,2 %</i>	<i>Votants 83,8 %</i>
<i>Sexe</i>		
Hommes	15	85
Femmes	16	84
<i>Âge</i>		
18-24 ans	22	78
25-34 ans	10	90
35-44 ans	12	88
45-59 ans	17	83
60-69 ans	13	87
70 ans et plus	20	80
Hommes moins de 35 ans	19	81
Femmes moins de 35 ans	11	89
Hommes de 60 ans et plus	9	91
Femmes de 60 ans et plus	23	77
<i>Profession</i>		
Agriculteurs	7	93
Artisans, commerçants	18	82
Professions libérales, cadres sup.	5	95
Professions intermédiaires	12	88
Employés	16	84
Ouvriers	17	83
<i>Statut</i>		
Salariés du privé	12	88
Salariés du public	13	87
Indépendants	15	85
Chômeurs	28	72
Étudiants	19	81
Retraités	18	82
<i>Diplôme</i>		
Pas de diplôme	28	72
Enseignement supérieur	7	93
<i>Catégorie d'agglomération</i>		
Rural	17	83
Moins de 20 000 hab.	14	86
De 20 000 à 100 000 hab.	21	79
Plus de 100 000 hab.	14	86
Agglomération parisienne	12	88

Source : IPSOS.

Au second tour, la comparaison des profils sociodémographiques des votants et des abstentionnistes révèle des logiques similaires à celles observées pour le premier tour. Les plus jeunes électeurs se sont un peu moins mobilisés, ainsi que les plus âgés (19 % d'abstentionnistes parmi les 18-24 ans et 20 % parmi les 65 ans et plus, contre 16 % de l'ensemble de l'électorat)¹. Les employés et les ouvriers, bien que plus fortement mobilisés que pour d'autres scrutins, ont néanmoins un peu moins voté (respectivement 20 % et 18% d'entre eux se sont abstenus). Le retrait de la décision électorale reste toujours fortement lié à des logiques d'intégration sociale et politique.

1. Enquête post-électorale de LH2 réalisée le dimanche 6 mai 2007.

DES ABSTENTIONNISTES HORS DU JEU POLITIQUE

Les attitudes et les comportements politiques des abstentionnistes du 22 avril 2007 présentent les caractéristiques d'un abstentionnisme hors du jeu politique. Comparés aux votants, les 16,2 % de Français qui sont restés en dehors de la décision électorale n'ont pas les mêmes dispositions à l'égard de la politique et ont un lien nettement plus distant avec cette sphère d'activité et de préoccupation.

Ils manifestent moins d'intérêt pour la politique et pour la campagne électorale et attendent moins de l'élection. Seule une petite moitié d'entre eux (46 %) croit en une amélioration des choses grâce à l'élection (contre 58 % des votants). Leur défiance à l'égard du système politique est encore plus importante que celle des votants : 68 % ne font confiance ni à la droite ni à la gauche pour gouverner (57 % des votants).

Ils sont nombreux à rester de façon systématique en dehors de la participation électorale : 39 % votent rarement ou jamais. Leur positionnement politique apparaît nettement moins affirmé : quatre abstentionnistes sur dix ne se positionnent ni à gauche ni à droite (41 %, contre 21 % des votants) et 27 % ne peuvent se dire proches d'un parti (contre 13 % seulement des votants).

On remarquera néanmoins que, bien que discutant moins fréquemment de l'élection avec leurs proches que les votants, ce sujet de conversation est bien présent dans le quotidien des abstentionnistes. Plus de la moitié d'entre eux en parle souvent et quelquefois (55 %), un signe supplémentaire de la forte sensibilisation de l'opinion à cette campagne électorale.

Tableau 4. Les abstentionnistes comparés aux votants : leurs attitudes et leurs comportements politiques (en pourcentage)

	<i>Abstentionnistes</i>	<i>Votants</i>
Ont beaucoup ou assez d'intérêt pour la politique	42	63
Ont suivi la campagne tous les jours ou presque	43	64
Parlent de l'élection souvent ou de temps à autres avec leur famille	55	72
Croient en une amélioration des choses grâce à l'élection présidentielle	46	58
N'ont confiance ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner	68	47
Habituellement, ne votent qu'à quelques-unes ou à aucune élection	39	8
Ne se positionnent ni à gauche ni à droite	41	21
Ne sont proches d'aucun parti	27	13

Source : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vague 2, « Enquête post-électorale présidentielle 2007 ».

Les motivations politiques de l'abstention prennent le pas sur les raisons pratiques. Interrogés sur les motifs de leur non-participation au second tour, un tiers des abstentionnistes invoque un « empêchement personnel » (35 %). La majorité met d'abord en avant une distance à l'égard du jeu électoral et une difficulté de reconnaissance de l'offre politique proposée. Pour près de la moitié d'entre eux (49 %), « aucun candidat ne leur convenait » et un petit tiers d'entre eux (29 %) déclarent que la politique ne les intéresse pas ou qu'ils n'attendent pas grand-chose de l'élection. La part d'un abstentionnisme de sanction politique apparaît plus restreinte : seuls 15 % reconnaissent explicitement vouloir exprimer ainsi leur mécontentement ¹.

1. Sondage Louis-Harris, Soir du vote, 22 avril 2007.

LE JEU DE L'ABSTENTION DU PREMIER AU SECOND TOUR

Le Panel électoral français, en réinterrogeant un même échantillon d'individus tout au long de la séquence électorale 2007, permet de saisir certaines composantes de la dynamique électorale. Les deux premières enquêtes de ce dispositif – qui en comporte quatre en tout jusqu'à la fin des élections législatives – permettent la reconstitution des trajets électoraux de 2 208 enquêtés panelisés à partir de trois moments : leur intention de vote avant le premier tour, leur vote effectif au premier tour et leur intention de vote au second tour. Les trajets reconstitués permettent d'examiner notamment le jeu de l'abstention entre le premier et le second tour.

Tableau 5. Les types d'abstention du premier au second tour

<i>Trajets abstentionnistes</i>		
Abstentionnistes constants	102	5 %
Abstentionnistes intermittents	123	5 %
Abstention 1 ^{er} tour/vote Royal 2 nd tour	38	2 %
Abstention 1 ^{er} tour/vote Sarkozy 2 nd tour	45	2 %
Ensemble des abstentionnistes	308	14 %

Source : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vagues VIP1 et P2, « Enquêtes pré- et post-électorales présidentielles 2007 ».

Étant donné l'importance de la mobilisation électorale, le jeu de l'abstention a été relativement limité : 14 % d'électeurs se sont abstenus ou ont eu l'intention de s'abstenir au moins une fois lors des trois mesures effectuées. Seul un tiers d'entre eux est resté de façon constante dans l'abstention, tandis que les deux tiers ont pu exprimer à la fois un vote et un non-vote.

L'abstention revêt plusieurs visages et plusieurs significations. Les données du Panel électoral permettent de cerner les caractéristiques des abstentionnistes constants et des abstentionnistes intermittents. Qu'est-ce qui les différencie ? De façon plus fine encore, ces données apportent des indications sur les logiques de report des abstentionnistes du premier tour participant au choix électorale du second tour en votant soit pour Ségolène Royal, soit pour Nicolas Sarkozy.

Les abstentionnistes constants comptent en leur sein davantage de femmes que d'hommes (62 % contre 38 %) et nettement plus de non-diplômés (82 % n'ont pas le baccalauréat). Mais surtout, ils forment une catégorie d'électeurs hors du jeu politique, qui restent distants, peu impliqués, peu concernés et défiants. Près des deux tiers d'entre eux (63 %) ne croient pas en une amélioration des choses grâce à l'élection présidentielle et seul un quart d'entre eux s'intéresse à la politique (27 %).

Le profil des abstentionnistes intermittents est différent. Il est plus masculin et rassemble davantage d'électeurs titulaires du baccalauréat ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur (35 %, contre 18 % seulement parmi les abstentionnistes constants). Il s'agit d'électeurs relativement politisés (50 % déclarent s'intéresser à la politique), mais qui entretiennent une défiance à l'égard du système et de ses institutions plus importante que celle que l'on observe parmi les votants. Ainsi 66 % d'entre eux n'ont-ils confiance ni dans la gauche ni dans la droite pour gouverner (contre 53 % de l'ensemble des panelisés). Ils sont aussi plus dubitatifs à l'égard des changements que pourrait entraîner l'élection présidentielle et plus réservés sur le bon fonctionnement de la démocratie.

Ces abstentionnistes intermittents, bien que plus méfiants, restent « dans le jeu politique » : plus de la moitié d'entre eux se classe entre la gauche et la droite (56 %, contre seulement 28 % des abstentionnistes constants). L'alternance entre vote et non-vote qu'ils entendent pratiquer obéit surtout à un ressort politique, révélateur des nouveaux usages de la citoyenneté où l'abstention peut être considérée comme une forme d'expression politique à part entière, pouvant peser sur l'élection¹.

Ces trajets de vote confirment, dans le cadre d'une élection pourtant fortement mobilisatrice, la coexistence d'un abstentionnisme sociologique et d'un abstentionnisme politique.

Le vote des abstentionnistes du premier tour n'est pas sans avoir pesé sur le niveau de participation du second tour, venant compenser les défections de certaines parties de l'électorat, et notamment de ceux de François Bayrou et de Jean-Marie Le Pen.

Interrogés sur leur intention de vote au second tour, les électeurs restés en retrait de la décision électorale au premier tour réitèrent d'abord ce même choix (47 %). Il en reste une moitié (53 %) qui se départage entre les deux candidats, avec une dynamique plus favorable dans les tout derniers jours pour Nicolas Sarkozy.

La reconstitution des trajets de vote d'un tour à l'autre fait apparaître des logiques de ralliement bien différenciées entre les abstentionnistes qui apportent leur soutien en bout de course à Ségolène Royal et ceux qui votent pour Nicolas Sarkozy. Même si la faiblesse des effectifs invite à la prudence dans l'interprétation, les écarts observés montrent qu'il s'agit de deux populations contrastées tant sur le plan sociologique que politique.

Les premiers comptent en leur sein nettement plus de femmes (61 %) et de jeunes (47 %), mais aussi davantage de salariés (85 %). Ils connaissent plus de difficultés économiques que les autres : 90 % d'entre eux reconnaissent s'en sortir difficilement avec les revenus de leur foyer. Ségolène Royal a rallié dans la dernière ligne droite une part des abstentionnistes fragilisés socialement et économiquement. Bien que plus marqués à gauche qu'à droite (32 % contre 11 %), ils se caractérisent surtout par une absence de positionnement politique : 53 % se classent ni à gauche ni à droite (contre 27 % seulement de l'ensemble des panélisés). Il s'agit d'électeurs habituellement en retrait de la participation conventionnelle (55 % ne participent que rarement ou jamais aux élections ; 45 % ne se sentent proches d'aucun parti), mais que ce second tour a su mobiliser et intéresser.

1. Cf. Anne Muxel, « La poussée des abstentions... », cité.

Tableau 6. Les profils sociologique et politique des différentes catégories d'abstentionnistes (%)

	<i>Abstentionnistes constants (n=102)</i>	<i>Abstentionnistes intermittents (n=123)</i>	<i>Abstentionnistes au 1^{er} tour et vote Royal au 2^e tour (n=38) *</i>	<i>Abstentionnistes au 1^{er} tour et vote Sarkozy au 2^e tour (n=45) *</i>	<i>Ensemble des électeurs (n=2208)</i>
Hommes	38	56	40	51	48
Femmes	62	44	61	49	52
18-34 ans	31	32	47	35	30
35-49 ans	28	29	23	16	28
50-64 ans	17	18	13	13	21
65 ans et plus	24	21	8	36	21
< Bac	82	65	81	80	68
≥ Bac	18	35	19	20	32
Indépendants	22	16	15	50	17
Salariés du Public	30	24	32	13	30
Salariés du Privé	48	60	53	37	53
Catholiques	58	53	54	67	61
Sans religion	32	40	41	24	28
Autre religion	10	7	5	9	11
S'en sortent difficilement avec les revenus du foyer	56	60	90	58	59
S'intéressent à la politique	27	50	55	53	57
Positionnement politique :					
Gauche	13	34	32	7	36
Droite	15	22	11	44	33
Ni gauche, ni droite	49	33	53	41	27
Sans réponse	24	11	5	9	4
N'ont confiance ni dans la gauche, ni dans la droite pour gouverner	71	66	68	49	53
Ne participent que rarement ou jamais aux élections	41	22	55	27	19
Proches d'aucun parti politique	46	34	45	39	19
Ne croient pas en une amélioration des choses grâce à l'élection présidentielle	63	53	55	33	45
Jugent que la démocratie fonctionne bien	38	45	40	58	47
TOTAL	100 %	100 %	100 %	100 %	100 %

Sources : PEF (2007), Cevipof-Ministère de l'Intérieur, Vagues V1P1 et P2, « Enquêtes pré- et post-électorales présidentielles 2007 ».

* Faibles effectifs.

Le report des abstentionnistes du premier tour sur Nicolas Sarkozy obéit à d'autres logiques sociales et politiques.

Ces abstentionnistes sont plus âgés que la moyenne, peu diplômés (80 % n'ont pas le bac, contre 68 % dans l'ensemble de l'électorat) et comptent en leur sein davantage

de professions indépendantes. Ils se reconnaissent dans le camp politique de la droite (44 %, contre 33 % des panélisés), mais sont aussi nombreux à refuser de se situer dans le cadre du clivage gauche-droite (41 %). La gauche ne fait pas partie de leur horizon politique.

Une partie significative d'entre eux ne vote pas régulièrement aux élections (27 %), mais ils sont plus intégrés au système politique. Ils sont une large majorité à considérer qu'elle peut améliorer les choses. Ils sont aussi plus confiants dans le bon fonctionnement de la démocratie. L'élection présidentielle de 2007 a su les convaincre et leur donner envie de participer. Nicolas Sarkozy a su rallier la confiance qui lui était déjà implicitement accordée.

**

L'élection présidentielle de 2007 a incontestablement suscité le retour aux urnes des Français. La participation soutenue sur l'ensemble du territoire, dans tous les secteurs de la société, dans toutes les générations et dans toutes les familles politiques, marque une inversion de tendance par rapport au creuset de l'abstention qui caractérisait la France depuis une vingtaine d'années. Ainsi, l'abstention de nature sociologique a été davantage contenue que lors des scrutins précédents. Mais c'est surtout l'abstention politique, dans sa dimension protestataire, qui a vu sa part significativement réduite. Les candidats en lice ont réussi à restaurer, au moins le temps de l'élection, une confiance *a minima* autorisant un choix électoral.

Cela signifie-t-il pour autant la fin du climat de défiance qui caractérise le rapport des Français depuis de longues années ? Sans doute pas. Car le sentiment de coupure entre les citoyens et leurs représentants reste vif. La mémoire des promesses non tenues est toujours active. Pour les responsables de droite comme de gauche, c'est une large majorité de Français qu'il faut convaincre de leur accorder leur confiance pour gouverner le pays. La tâche du camp politique vainqueur doit être à la hauteur des espérances des électeurs lui ayant assuré sa victoire. Le camp politique vaincu doit arriver à maintenir la croyance dans l'utilité de l'alternance et de la reconquête du pouvoir. Un retour durable de la participation civique est à ce prix. Sinon, les expressions politiques d'une abstention porteuse soit d'indifférence et de retrait, soit de protestation et de sanction, retrouveront leurs justifications dans le comportement électoral des Français. Les records d'abstention enregistrés par les deux tours des élections législatives témoignent de la fragilité du retour aux urnes lors du scrutin présidentiel. Si leur logique d'élections de confirmation explique en grande partie le retrait de la décision électorale de quatre Français sur dix, il ne faut pas exclure de ce revirement de tendance la marque d'une défiance toujours persistante.

Anne Muxel est directrice de recherches au Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po). Elle est spécialiste des phénomènes de socialisation et de transmission des valeurs. Elle a récemment publié : « Transmission, transmission des valeurs », dans Sylvie Mesure, Patrick Savidan (dir), *Dictionnaire des sciences humaines*, Paris, PUF, 2006, p. 1192-1194 ; « L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique ? », *Pouvoirs*, 120, 2006, p. 43-55 ; « La participation », dans Pascal Perrineau (dir), *Atlas Electoral. Qui vote quoi, où et comment ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 71-74 ; « Les jeunes et la politique », dans Pascal Perrineau, Luc

Rouban (dir), *La politique en France et en Europe*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, p. 123-153. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension des formes du lien des individus à la politique, au travers de l'analyse de leurs attitudes et de leurs comportements : nouvelles formes d'expression politique, analyse du comportement électoral et des formes de recomposition des représentations comme des pratiques politiques, analyse de l'abstention (Cevipof, 98 rue de l'Université, 75007 Paris <anne.muxel@sciences-po.fr>).

RÉSUMÉ/ABSTRACT

LA MOBILISATION ÉLECTORALE. L'ENVERS DE 2002 ET UN SURSAUT GÉNÉRALISÉ

L'élection présidentielle 2007 marque une inversion de tendance dans le mouvement d'augmentation régulière de l'abstention que connaissait la France depuis une vingtaine d'années et une franche rupture par rapport au comportement électoral des Français en 2002. La participation électorale est forte aux deux tours de scrutin (respectivement 83,7 % et 84 %). Elle concerne tous les segments de la société, ainsi que toutes les sensibilités politiques, et retrouve le niveau de l'élection de 1974. L'abstention sociologique a été davantage contenue que lors des scrutins précédents. Mais c'est surtout l'abstention politique, dans sa dimension protestataire, qui a vu sa part significativement réduite. Les candidats en lice ont réussi à restaurer, au moins le temps de l'élection, une confiance a minima autorisant un choix électoral.

THE FRENCH ELECTORAL MOBILIZATION. THE REVERSE OF 2002 AND A GENERALIZED SURGE

Non voting was regularly increasing in France since twenty years. At 2002 Presidential election, it has been a record. But this time, the French electorate, facing new candidates, has been specially politicized and has participated a lot (83,7 % at the first round and 84 % at the second one). This high level of participation has concerned all the social categories, all the ages, and also all the political families. Sociological abstention has been reduced. But it is protest abstention, a more political one, which has diminished the most.